75e année - NOUVELLE SERIE - N° 5 PERIODIQUE JUIN 1970

le libertaire

JOURNAL DES ANARCHISTES

Organe de l'UNION FÉDÉRALE ANARCHISTE

RÉDACTION — ADMINISTRATION Boîte Postale n° 1, 41 - CHAILLES

LE NUMERO : 1,00 F

ABONNEMENT :
6 numéros..... 5,00 F
12 numéros..... 9,00 F

C.C.P. ORLEANS 1.244-83
(LECLAINCHE René)

NON A L'OPPRESSION MODERNE

Il n'est plus possible d'étudier la situation actuelle en se basant sur l'image d'Epinal de la lutte des classes, dussent en être chagrinés les phraseurs attardés du marxisme contemporain. L'augmentation des biens de consommation a tout transformé, il n'y a plus de classes au sens traditionnel du mot. Les nouvelles formes d'oppression ont créé de nouvelles définitions :

Il y a d'abord les technocrates de l'exploitation, puis ceux qui ont pris conscience de la misère de leur vie quotidienne et qui n'appartiennent pas forcément aux classes les plus défavorisées, et enfin ceux qui croient qu'en s'aliénant dans la consommation ils se libèrent.

Tout ce bouleversement n'empêche pas que l'oppression soit toujours là, et bien là. Ses formes se modifient ; certes, dans tous les états capitalistes et dans tous les capitalismes d'état on trouve toujours le même vieux système destiné à faire travailler les producteurs le plus possible en les payant le moins possible ; mais nos nouveaux maîtres ont modernisé leur esclavage, ils ont souvent pris conscience de ce que les conditions d'injustices trop flagrantes sont des incitations à la révolution et se sont faits plus subtils en évitant de nous attaquer de front. Ils veulent désormais une OPPRESSION RATIONNELLE.

LA CYBERNETIQUE **est à l'origine la science de l'utilisation de l'automation ; dans ce sens, elle nous intéresse, nous anarchistes, car une automation poussée et contrôlée permettrait dans une société libre de réduire le temps de travail inévitable, et donc forcément aliénant, et ainsi d'augmenter le temps consacré à** l'activité libre. **Mais actuellement la cybernétique dépasse des limites de sa première définition, après la machine elle passe à l'homme, elle devient la science de l'utilisation de l'homme automatisé ; la science du** conditionnement **de l'individu. Le système d'exploitation à venir s'appuiera de plus en plus sur la cybernétique. Plutôt que de faire un « planning » qui mise sur les réactions humaines, on conditionnera les individus pour qu'ils réagissent comme il est prévu dans le « planning ». Dans la nouvelle formule, ce n'est pas le « planning » qui se calque sur les réactions humaines... mais l'inverse ; c'est l'élément humain qui l'on force insidieusement à entrer dans le « planning ». Le « planning » prévu pour le temps de production et le temps de consommation, nous n'y échappons pas. Pour illustrer notre idée de réussite, il suffit de rappeler « Le meilleur des mondes » d'Aldous Huxley (souvent cité) :**

« Si l'ancien esclave et l'ouvrier du XIXe siècle vendaient leur force de travail pour subsister, l'homme du XXe siècle la vend pour consommer. » La civilisation dans laquelle nous vivons est celle de la consommation. **Depuis le début du règne de l'économie sur la vie sociale, nous sommes passés de la civilisation de « l'avoir » à celle du « paraître » : l'objet possédé perd sa valeur au profit du** spectacle **de sa possession. Il n'y a pas que de valeur d'usage pour l'objet que nous possédons ; il ne vaut plus que par rapport à sa valeur commerciale et au spectacle qu'il produit. Nous n'achetons plus des objets, nous n'achetons que des représentations spectaculaires, des idéologies attachées aux objets. Et le consommateur se surprend à acheter des tas et des tas de choses souvent inutiles, de plus en plus vite, non pour leur valeur réelle, mais pour leur représentation spectaculaire. Et ainsi, croyant acheter quelque chose, il s'aperçoit qu'il n'a acheté qu'une image. Mais la consommation d'idéologie qui est à la base de cette société ne s'attache pas toujours directement aux choses et nous consommons de tout : de la jeunesse ou plutôt de l'idéologie de jeunesse « restez jeunes », de l'anarchisme sous forme de représentation spectaculaire, c'est-à-dire avoir le type anarchiste, être un pauvre STEREOTYPE comme ceux que nous croisons dans la rue ; le stéréotype du « cadre conscient de ses responsabilités », de « l'étudiant bohême », de la « jeune fille dans le vent ». C'est la perte de personnalité totale. Et puis tous ces gens qui cherchent à se classer oublient les vrais problèmes. Le but du système des stéréotypes, lancés à grand renfort de publicité, n'est pas uniquement la perte de la personnalité dans l'identification à une image suggérée d'un type d'individu, c'est plus simplement et plus commercialement** la consommation spécialisée : **chaque ensemble de stéréotypes devient une clientèle spécialisée dans une branche prévue pour elle, qui justement lui permet d'accéder aux objets que réclame son identification. La jeunesse doit se sentir particulièrement visée par ce procédé, car les requins du commerce ont depuis longtemps réussi à nous faire comprendre qu'on a l'âge de ce que l'on consomme. C'est sur cette idée qu'est basée la notion américaine de « Teenager », qui offre toute une gamme spécialisée dans les vêtements, les journaux, les disques, les moyens de transport, les boissons, le mode de vie en général. Mais notre vue réduite à une vue parcellaire du monde ne l'est pas seulement au stade de notre consommation, elle l'est également au stade de notre action, on fait de nous des spécialistes de notre subordination. Et encore actuellement, ce que nous pouvons observer n'est qu'un début, l'oppression continue le combat. Ils sortent de plus en plus nombreux les spécialistes, cadres, sous-cadres, des sections** utiles **de l'université actuelle ; bientôt ne seront-ils pas formés à la base à leur rôle de gardes dans les** « universités-entreprises », **financées par des capitaux privés, prévues par la loi Faure (si elle est appliquée ?).**

Ces esclaves modernes se cantonnent dans leur spécialisation et le secteur de consommation spécialisée qui leur échoit. Tous ces « bons étudiants » sont plus efficaces que les flics. Ils sont déjà tombés dans le piège de leurs propre idéologie... Ils sont fiers d'être étudiants ! Et demain, ils seront fiers d'aider à asservir les « autres ». Manœuvrés de bout en bout, ils se prennent pour une élite et considèrent comme justice d'être du côté du marteau, tandis que « le peuple » est du côté de l'enclume. Et cet état d'esprit se trouve, teinté de paternalisme, particulièrement chez les étudiants communistes. Heureusement qu'il y a les « mauvais étudiants », ceux qui refusent qu'on les forme à être les bons vendeurs d'une société marchande. L'université sera réformée, nul n'est besoin de s'inquiéter à ce sujet ; elle le sera par le gouvernement, approuvé des étudiants communistes ; elle deviendra une université efficace, actuelle, berceau des nouvelles formes d'oppression, et elle s'ouvrira largement aux étudiants d'origine modeste car ils sont actuellement les plus aptes à devenir de bons vendeurs, croyant ainsi se libérer de leur condition sociale. La popularisation de l'université bourgeoise n'est pas l'université populaire, il n'y a que les étudiants réformistes pour essayer de nous le faire croire, faisant ainsi le jeu du pouvoir. Il n'y a rien à réformer dans l'université bourgeoise ; c'est une bête malfaisante qui doit être détruite avec la société qu'elle sert.

Les techniciens du pouvoir gagnent sur tous les tableaux : le commerce tourne (même si c'est apparemment dans l'absurde), et l'homme pris par la passion de consommer perd celle de transformer. De plus, c'est l'exploitation permanente puisque notre vie est divisée par les spécialistes en temps de travail, durant lequel nous produisons, et en temps de loisir pendant lequel nous consommons ce que nous avons produit. Ces messieurs n'ont qu'à ramasser les produits de leur exploitation et nous laisser continuer notre cycle infernal à leur profit. Tout est ainsi pour le mieux dans le meilleur des mondes.

LE LIBERTAIRE.

L'INFLUENCE AMERICAINE et le MARCHÉ COMMUN

Les Etats-Unis n'ont pas assisté à l'avènement de la Communauté européenne d'un mauvais œil. Depuis leur sympathie s'est mue en méfiance.

De quoi s'agit-il donc ?

Chacun sait que l'économie américaine est libre de barrières intérieures restrictives. Son marché national repose sur 201 millions de consommateurs et la libre circulation des produits en-deçà de ce gigantesque écoulement de la production du pays, a favorisé d'une part une technologie très poussée par rapport à tous les autres pays du monde entier — 12 à 15 années d'avance suivant les industries — avance rendue possible par des taux d'investissement très élevés, et d'autre part grâce à ces deux dernières caractéristiques — libre marché gigantesque et technique très évolué — un standard de vie supérieur, malgré ses inégalités sociales, à celui du reste du monde.

Mais en raison des contradictions internes du capitalisme, se fait jour un point de saturation inquiétant fort les responsables américains : la capacité de production augmente plus rapidement que les capacités financières de la consommation intérieure.

Aussi l'unification économique d'une partie de l'Europe englobant actuellement environ 180 millions de consommateurs et pour bientôt sans doute, 280 millions, est-elle alléchante et providentielle pour la production nationale des U.S.A. en proie à une boulimie débordante et dévorante d'exutoires.

Seulement...

Seulement et comme presque toujours dans les estimations américaines sur le comportement des autres nations, les responsables des U.S.A. n'ont pas prévu — ou ont pensé pouvoir écarter cet inconvénient — que l'abaissement, la disparition des tarifs douaniers à l'intérieur de ce Marché Commun pèseraient très lourdement sur l'entrée des produits américains à l'intérieur de ce dernier, cependant absolument nécessaire à l'économie des Etats-Unis et, par voie de conséquences naturelles, à la « paix sociale » Outre Atlantique.

L'Etat et le Patronat américains grincent des dents et, indubitablement, font preuve de mauvaise foi, laquelle est l'une des armes qu'emploient avec prédilection et succès les nations puissantes contre la self-défense de pays plus faibles.

La détaxe que le Marché Commun applique aux échéances entre les pays-membres, si elle entraîne à ses débuts d'application de vives réactions nationales, telles celles de l'Agriculture française dont la virulence s'amoindrit avec le temps, défavorise par contre l'économie américaine dans sa double conséquence : une unification des prix supra-nationaux à l'intérieur du Marché Commun, en attendant la monnaie européenne qui ne saurait tarder tant sa création est indispensable dans ce régime au développement économique de la Communauté européenne, et la continuité des protections douanières jusqu'en 1971, protégeant cette dernière entité géographique, aux pas encore incertains, contre l'ogre américain.

Ce dernier, imbu de sa supériorité réelle dans le domaine matériel « oublie les conventions établies » lors de la « négociation Kennedy » qu'il imposa en son temps. Dans cet accord, les U.S.A. promettaient d'assouplir la législation sur « l'American Selling Price » — loi américaine protégeant par des tarifs douaniers spécifiques certains produits importés — notamment sur l'entrée aux Etats-Unis de produits de l'industrie chimique.

De son côté, le Marché Commun faisait la promesse d'abaisser les droits de douane sur certains produits, lors de l'abrogation de cette loi américaine.

Or non seulement les U.S.A. n'ont rien tenté en ce sens, mais ils incluent, après coup, dans l'American Selling Price, des prétentions nouvelles sur les produits du textile.

Des négociations américano-nipponnes sont en cours pour tenter de limiter la production dans cette industrie et ceci intéressant au plus haut degré les patronats du textile naturel ou synthétique, originaires du Marché Commun, déjà très inquiets de récessions nationales dans cette branche d'activité.

(Lire la suite en 2e page)

A QUAND LE REGROUPEMENT ANARCHISTE ?

voir page 3

LE CONFLIT ISRAËLO-ARABE

Les peuples, n'étant pas mûrs pour rendre impossible les conflits armés (il leur suffirait pour cela de refuser de s'y prêter), sont périodiquement appelés à partir en guerre — et ils y vont. S'ils y vont en rechignant, s'ils n'y vont pas de gaîté de cœur, ils y vont quand même. Et c'est là ce qui compte pour les intérêts des gouvernements, des états majors, des groupes industriels et financiers.

Chaque conflit a ses « particularités », qui toujours font remettre la paix à plus tard. Celui qui oppose Israéliens et Arabes est de ceux dont les imbrications sont multiples, souvent confuses et remontant parfois loin dans le passé.

Israël est, par le nombre de ses habitants et l'exiguïté de son territoire, une nation de petite dimension, surtout si l'on tient compte des nombreuses populations et de l'étendue des pays arabes, qui, s'ils en avaient eu les moyens, l'auraient déjà rayé de la carte.

Conscients de cette situation, les Israéliens, puissamment soutenus financièrement et politiquement par des minorités juives réparties de par le monde, ont constitué une puissance politique, économique et militaire qui fait pâlir d'envie leurs adversaires. Et pour peu que leurs dirigeants aient des vues expansionnistes, il est à redouter que ceux-ci ne trouvent des prétextes pour tenter de les entraîner dans la pire des aventures.

Le droit pour Israël de demeurer sur le sol de la Palestine, où il s'est implanté surtout par la force, lui est contesté par les nations arabes et avant tout par ceux des Palestiniens qui, à la suite de violents combats, puis de l'armistice de 1949, n'acceptant pas d'être intégrés à la « Communauté nationale » nouvellement constituée, sont devenus des réfugiés dans l'Etat — ô combien fragile et artificiel — qu'est la Jordanie.

> **« Mais ce n'est pas assez de démolir. Il faut aussi savoir bâtir ; et c'est faute d'y avoir pensé que le peuple fut toujours leurré dans ses révolutions. Après avoir démoli, il abandonnait le soin de reconstruire aux bourgeois qui, eux, possédaient une conception plus ou moins nette de ce qu'ils voulaient réaliser et qui reconstruisaient alors l'autorité en leur faveur. »**
>
> **P. KROPOTKINE.**

Les Israéliens se réfèrent à l'histoire pour justifier leur implantation nationale, qui, selon eux, n'est qu'un retour de plein droit dans ce pays de Chanaan si cher à leurs lointains ancêtres. Qu'après les persécutions dont ils ont été — et sont encore parfois — l'objet, qu'après les souffrances endurées et les hécatombes faites dans leurs rangs se soit développé chez les juifs un courant (le sionisme) en faveur de la création d'un foyer « national » qui, les groupant, fasse d'eux autre chose que des « étrangers » fréquemment vus en indésirables, rien de surprenant ni de plus naturel. (Ce qui ne justifie pas pour autant des références à l'histoire remontant au temps des Philistins — ou même des Macchabées.) A argumenter de la sorte, on pourrait bientôt remettre en cause toute la géographie politique du monde : la Grèce d'Alexandre, la Rome des Césars, la France de Charlemagne, l'Espagne de Charles Quint, etc. Que de sources de querelles, de remises en question de toutes les frontières existantes (qu'on ne parlerait d'ailleurs que de déplacer) en oubliant que ce qu'il faut, c'est les supprimer. On regrettera que l'occasion qui s'offrait aux juifs de créer une Société d'un type nouveau n'ait pas été saisie par eux, mais on sait bien que tel n'était pas le but de maints sionistes influents. L'expérience sociale pourtant intéressante des kibboutzs, ces communautés de travail où les travailleurs, armés, pratiquent l'autodéfense en même temps que l'autogestion (ou ce qu'il est couramment convenu d'appeler ainsi) n'a abouti qu'à servir et consolider la structure d'un nouvel Etat avec son capitalisme classique et sa bourgeoisie.

Les travailleurs israéliens se battent aujourd'hui pour la nation israélienne, et toute l'énergie, toute la combativité dont ils font preuve, ne paraît pas sur le point d'être, dans un élan salutaire, dirigée contre leur ennemi le plus proche : leur propre bourgeoisie.

Est-ce à dire que du côté arabe, les perspectives soient plus séduisantes ? Qui oserait le soutenir ? C'est au nom de *la nation arabe* (encore faudrait-il savoir où celle-ci commence et où elle finit) que Nasser, qui a besoin de redorer son blason, essaie, dit-il, d'entraîner les pays arabes — Egypte en tête — dans une action, militaire ou autre, dont l'objet serait la disparition pure et simple d'Israël. (Toutefois, ici, une réserve s'impose, car ce que veut surtout ce conquérant d'opérette, c'est *garder le pouvoir*, avec ou sans Israël pour voisin.) Champion de l'« Arabisme », c'est au nom de l'anti-impérialisme que ce dictateur, qui veut jouer les Saladin, prétend enrôler sous sa bannière tous ceux qui veulent combattre pour la « libération du monde arabe ».

La phraséologie du pseudo-libérateur est reprise par ses satellites, ses rivaux et ses imitateurs. De l'Euphrate au Nil, en passant par la Mecque et en poussant jusqu'à Alger, on parle beaucoup de lutte contre le néo-colonialisme, contre l'impérialisme camouflé, ce à quoi nous applaudirions volontiers des deux mains si ce révolutionnarisme à l'emporte-pièces, en l'occurrence au service d'une démagogie sans frein, ne tendait à dissimuler des intentions contraires aux espoirs de ceux auxquels ils s'adressent.

Plutôt que de verser dans un authentique internationalisme qui risquerait de ternir leur étoile en ne flattant pas le peuple et ferait d'eux des pionniers d'une cause qu'ils entendent bien ne pas embrasser (même s'il leur arrive d'utiliser des formules marxistes), les leaders arabes, fussent-ils ceux des feddayins, se contentent d'évoquer le « socialisme arabe ». Un socialisme national... Il y a là un relent du *National Socialisme* qui fut la pierre angulaire de l'*Hitlérisme* et semble bien ne pas déplaire à tous les hommes en place ou aspirants hommes d'état faisant allégeance à Nasser. Un « socialisme » que, même s'il lui est arrivé — et cela pour consolider des positions personnelles de leaders en mal

Suite page 3.

L'OPPRESSION CONTINUE...

Le gouvernement vient de dissoudre plusieurs organisations et de condamner certains de leurs militants à des peines de prison ferme, sous le prétexte qu'ils constituaient des éléments de désordre.

Nous nous élevons contre une telle mesure qui aujourd'hui est appliquée contre les uns et demain le sera contre les autres.

Nous sommes d'autant plus à l'aise pour protester contre ces dissolutions qu'elles touchent des organisations, notamment « La Gauche prolétarienne », « La Ligue communiste », etc., lesquelles visent elles-mêmes à la prise du pouvoir politique, donc à la direction de l'Etat au nom de la révolution sociale.

Or l'expérience nous démontre l'usage que ces courants « révolutionnaires » sont capables de faire du pouvoir politique : voir Russie stalinienne ou non, Chine maoïste, dans lesquelles nous savons fort bien qu'il serait futile, pour nous, anarchistes, de parler de nous dissoudre, puisque nous n'avons même pas le droit d'exister.

C'est parce que la Liberté nous est chère que nous sommes contre les mesures qui présentement les frappent, mais cela sans illusions sur ce que nous pouvons attendre d'eux et sans qu'il soit question de nous confondre avec eux malgré la présence à leur côté du très PHILOSOPHE, M. Jean-Paul SARTRE.

En glanant...

Anarcho-Maoïstes ?

Après mai 1968, nous avons vu fleurir une nouvelle espèce de révolutionnaires : les anarcho-maoïstes. Nous avons rencontré ce nom au hasard des journaux (qui sciemment sèment la confusion) ou des conversations, surtout en milieu étudiant.

Ces soi-disant « anarcho-maoïstes », dont le nom même amène un sourire sur les lèvres de quiconque se prétend anarchiste, sont également appelés les « mao-spontex », car la caractéristique qui fait qu'on les classe, ou qu'ils se classent, anarchistes, est leur spontanéisme.

Ils sont partisans de la spontanéité, fort bien, mais celle-ci n'est pas l'anarchisme. L'anarchisme défend la spontanéité et la créativité spontanée de chaque individu. Quiconque se défend spontanément contre toute forme d'oppression fait ressortir ce que chacun contient de volonté anarchiste. Mais la société libertaire ne peut se construire uniquement à coup d'actes spontanés, la société libertaire, bien d'autres avant nous ont pensé à son organisation.

En tout cas, nous comprenons mal que des partisans du système chinois actuel puissent se proclamer spontanéistes, alors que sur 700.000.000 d'hommes règne le système le plus oppressif et le plus bureaucratique, confinant au mysticisme avec le mythe de Mao Tsé-Toung.

Etre anarcho-maoïste ou même maoïste-spontanéiste est une impossibilité comme les mots eux-mêmes sont des antinomies.

Ces gens ne présentent à nos yeux qu'un faible intérêt, mais il fallait préciser notre position afin que tous les camarades sachent à quoi s'en tenir.

Les bonnes lectures

Si les qualités gastronomiques du citoyen DUCLOS sont comparables à ses dons d'écrivassier, rien d'étonnant à ce qu'il ait quitté la pâtisserie pour la politique.

Il n'est besoin que de lire son recueil prétendant traiter des « Anarchistes d'hier et d'aujourd'hui » pour jauger les capacités culturelles de l'individu.

« Le camarade scientifique » se borne pendant 90 pages à dénigrer systématiquement Bakounine, Kropotkine, Reclus, Proudhon ; Louise Michel... connais pas. De l'action et des réalisations anarchistes espagnoles, à peine une petite phrase venimeuse.

En bref, quelques réflexions personnelles (peut-être) encadrant des rapports de la Première Internationale, arbitrairement choisis (et pour cause) pour meubler cette pauvre entreprise de discrédit envers un adversaire. Se référant aux écrits de la Commission de l'Internationale entièrement sous la férule de Marx et d'Engels, donc foncièrement sectaire pour fustiger certaines affirmations déplacées de leur contexte, Duclos accomplit là un travail considérable à l'adresse de « cellulards » convaincus.

Pour asseoir ton autorité, mon vieux Duclos, tu t'es tellement creusé le cerveau qu'il n'en reste plus que l'enveloppe.

Mise au point

Dans « L'Actualité » du 26 février 1970, un article qui se veut bien informé, sous le titre : « FAFAS ET BOLCHOS ».

C'est l'occasion pour l'auteur de passer en revue les antagonistes de l'Université.

A ma droite les bons, les « Fafas » : pas nazis ni fascistes, mais en relation avec le N.P.D. allemand, le M.S.I. italien et la phalange espagnole.

A ma gauche les « Bolchos ». Et là s'entassent sous le même vocable : maoïstes, troskystes et anarchistes. Des gauchistes, quoi. Et alors là, grand déballage démagogique truffé d'inepties : la C.N.T., l'O.R.A., etc., sont concernés et même le « Libertaire », il est vrai, considéré comme le journal de la F.A.F. Mille regrets, petit plaisantin, mais ce journal est celui de l'U.F.A. et si certains individus croient instituer un ordre libertaire en s'acoquinant avec les héritiers des massacreurs de Cronstadt, et en imposant « leur liberté » à coups de gourdins, c'est peut-être leur point de vue, mais nous tenons, nous, par contre, à ne pas être mêlés de près ou de loin à cette mascarade.

Ces prétendus « anars » qui se déchainent contre ces élections qui ne polarisent qu'un tiers des étudiants, semblent manquer de bon sens, tout comme l'auteur de l'article, de discernement et d'honnêteté.

Il est vrai que de la calomnie, il en reste toujours quelque part.

Vers les futures jeunesses fascistes françaises

Les étudiants et les professeurs d'éducation physique sont en grève :

Pourquoi ?

Pour s'opposer aux mesures gouvernementales tendant à embrigader la jeunesse par le sport.

Ces mesures : suppression des professeurs (1) (700 postes créés cette année au lieu de 2.500) et remplacement par des animateurs sous-payés et surtout sous-qualifiés qui seront comme dans le cas des maternelles, à la solde de l'idéologie bourgeoise ; ces mesures viennent en même temps que la demande par le gouvernement de l'introduction du sport à l'école ; or, introduire le sport à l'école en le donnant à des ignares (animateurs ou, pourquoi pas, des militaires), cela conduit à introduire les fameuses notions bourgeoises de rendement et de compétitivité.

Le sport doit être affaire de spécialistes (?) qui inculqueront aux enfants les préceptes moraux de combat loyal au sein d'une grande fraternité, d'entraînement en vue de la compétition ; le parallèle entre sport et économie capitaliste (rendement, record, taylorisation, publicité, compétition, valeur morale sont des mots que l'on retrouve aussi bien dans le sport que dans le manifeste de Servan-Schreiber), ce parallèle n'est plus à faire par contre, il faut montrer que là ne s'arrêtent pas les ambitions de la gent gouvernementale : ils veulent, par le biais du sport, fasciser la jeunesse, et il ne serait pas étonnant de voir bientôt fleurir des sections de jeunesses prétoriennes.

(1) Cette suppression des professeurs montre la subordination de l'Etat à l'idéologie chrétienne qui, refusant le corps origine de tous les péchés, ne peut admettre qu'il y ait des professeurs chargés de l'éducation de celui-ci.

A NOS LECTEURS

Il y a plusieurs mois, « Le Libertaire » s'étant trouvé en difficulté du fait notamment d'un nombre insuffisant de militants groupés régionalement comme nationalement pour assurer sa parution, nous avions mis tous nos abonnés et correspondants au courant de cette situation. C'est avec plaisir qu'aujourd'hui nous les mettons à même de constater une très nette amélioration de celle-ci puisqu'à la joie de tous, « Le Libertaire » reprend sa parution. Des difficultés subsisteront mais il est permis d'espérer qu'avec le concours actif des éléments dynamiques qui, de régions différentes, s'engagent dans le même combat que le nôtre et avec également l'appui financier ou autre de tous ceux qui nous approuvent, nous nous orientons vers un développement durable de l'U.F.A. et une parution régulière du journal.

L'Administration du « Libertaire »
et
le Secrétariat de l'U.F.A.

L'INFLUENCE AMÉRICAINE et le marché commun

Suite de la page 1

Aussi la Communauté européenne, inspirée d'une solidarité inhérente à sa nature même, a-t-elle exercé — ou voulut exercer — une pression sur le cours de ces négociations, ce qui est jugé inadmissible par l'interlocuteur américain.

A cette complication s'aglutinent les multiples accords récents entre le Marché Commun, soit directement, soit entre certains pays membres, avec les pays méditerranéens, accords lésant gravement l'expansion de l'économie américaine dans ces pays. L'éventualité d'une nationalisation globale des SEULES entreprises pétrolières américaines en Lybie, où les techniciens soviétiques font preuve d'une grande activité, notamment dans la région du plateau du Ajjer, est suspendue comme une permanente épée de Damoclès.

A ce péril s'ajoutent les travaux fébrilement en cours d'autres équipes de recherche soviétiques opérant dans le Sahara algérien voisin et l'aggravation des conditions d'exploitation des sociétés pétrolières U.S.A. en Algérie, d'où les entreprises françaises sont favorisées malgré certains inconvénients.

L'Amérique suit avec une attention soutenue, toute particulière, l'évolution de la prospection, de l'extradition, de l'acheminement et de la vente du pétrole dans le monde, et surtout celui en provenance des pays arabes approvisionnant le continent européen à raison de 50 % de la production américaine de ces pays producteurs.

Les politiques des U.S.A. et de l'U.R.S.S. sont, toutes deux déterminées par la certitude scientifique, inéluctable de la quasi-disparition de la primauté de ce produit énergétique à la fin de ces trois décennies : les environs de l'an 2000 seront fatals au pétrole en tant qu'élément indispensable à la vie économique, les circonstances naturelles ayant évolué d'ici là.

C'est cette éventualité relativement proche qui ont fait s'opposer au Biafra les deux géants, les U.S.A. et l'U.R.S.S., le premier en collaboration avec la France, le second avec l'Angleterre, le Nigérian produisant, avant la tragédie, deux millions de tonnes dont la majeure partie de provenance biafraise.

C'est d'ailleurs cette double dualité immorale, produit de l'amoralité des capitalismes privés et étatiques qui, paradoxalement empêche le génocide, cependant froidement envisagé par certains vainqueurs nigérians, de l'ethnie Ibos du Biafra.

Mais avant de poursuivre les investigations sur les champs pétrolifères, il faut aglutiner au pétrole cette industrie de pointe que sont les composants électroniques. La France, l'Allemagne et l'Angleterre poursuivent actuellement des entretiens assez confidentiels sur la normalisation de ces produits. Cette standardisation permettrait au Marché Commun — l'entrée de la Grande-Bretagne en son sein n'étant plus qu'un problème mineur — de contrôler, et même de juguler, l'entrée des concurrents américains dans sa chasse gardée. D'où un obstacle majeur intolérable pour l'économie U.S.A.

Car au-delà de ce Marché Commun présentement si fragile se dressent, toutes armes prêtes à servir, les deux inquiétants rivaux, prétendants à l'asservissement, pour leur usage exclusif, de l'Europe occidentale unifiée.

Actuellement c'est l'énergie électrique qui fait la puissance des nations graduant leurs potentiels économiques. Cette matière énergétique est produite par quatre facteurs, d'utilisation inégale : le charbon, l'eau, le pétrole et l'atome. Ce dernier atteindra, en 1980, le taux de 10 % dans l'ensemble de la production d'électricité, le charbon décline rapidement et son emploi est fort compromis pour différentes raisons, l'utilisation de l'eau arrive à son point culminant et il n'est pas prouvé que, malgré les gisements récemment découverts (notamment en Alaska), le pétrole puisse répondre aux besoins de l'an 2000.

Reste donc la production d'énergie électrique, de plus en plus demandée, par l'atome. Les U.S.A., profitant de leur avance technologique dans la construction de centrales nucléaires, pressent le Marché Commun d'agir et de construire, dès maintenant, par le choix de l'une des deux formules américaines, des centrales électriques nucléaires.

L'U.R.S.S. rafle le pétrole où elle le peut pour sa consommation intérieure afin de vendre le sien à l'Europe occidentale, ainsi qu'un autre très récent produit énergétique, le gaz naturel, dont ses réserves peuvent être utilisées jusqu'à la fin de ces trois décennies. Les pays du Marché Commun pourront donc être approvisionnés par l'U.R.S.S., SEULE productrice et détentrice à travers le monde du pétrole et du gaz en quantité suffisante pour les besoins actuels et immédiatement futurs.

Cette implacable lutte n'est pas sans buts lucratifs, chaque concurrent espérant « coloniser » cette Europe tentante sans défense.

L'industrie nucléaire sera puissamment secondée par l'industrie des composants électroniques, d'où l'acharnement américain à pourfendre, à démanteler les tentatives d'unification présentement en voie d'élaboration dans les entretiens tripartites de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne.

Lorsque l'unification économique, monétaire et politique sera accomplie, ce Marché Commun supra-national de 15 ou 16 nations fédérées, fort de plus de consommateurs que les Etats-Unis — 201 millions — et même de l'U.R.S.S. — 238 millions — bravera alors avec chance de succès cette Amérique devenue son égale, sinon son inférieure en de nombreux domaines

Si les Etats-Unis n'admettent pas leur défaite économique, l'U.R.S.S. impérialiste et néo-colonialiste ayant achevé enfin son retour dans le giron politique du capitalisme européen se dressera devant sa rivale d'Outre-Atlantique et l'éventualité d'une guerre-suicide n'est pas rejetée.

Dans le cas de l'acceptation d'une défaite sans recours aux armes, lesquelles bactériologiques et nucléaires, l'Amérique serait colonisée au même titre que le Grand Marché Commun, par une U.R.S.S. conquérante, appliquant au monde entier (si l'évolution de la Chine ne devient pas pour elle un obstacle, si celle-ci ne tente de se substituer à elle — ce qui ne sera pas mieux), la formule dernière d'un capitalisme cependant d'ores et déjà historiquement dépassé.

A moins qu'un providentiel incident de parcours, sur cette route savamment jalonnée et balisée du néo-capitalisme, ne vienne gripper les rouages de cette machine de guerre sous la forme d'un grain de sable.

Ce petit grain de sable sauveur de l'humanité, c'est la contestation générale et permanente d'un social devenu adulte et revendiquant ses DROITS par l'insurrection armée populaire, par la prise en main — par ceux qui travaillent — des moyens de production, de répartition, de distribution et d'échange.

LECTEURS, MILITANTS, SYMPATHISANTS !

CE JOURNAL EST LE VOTRE. SI VOUS EN APPRECIEZ LE CONTENU, SI VOUS ESTIMEZ QU'IL FAIT ŒUVRE UTILE, ET SI VOUS VOULEZ QU'IL VIVE :

AIDEZ-LE ! DIFFUSEZ-LE ! SOUSCRIVEZ !

ABONNEZ-VOUS ! FAITES DES ABONNES !

« LE LIBERTAIRE » N'A POUR TOUTES RESSOURCES QUE L'ABONNEMENT ET LA SOUSCRIPTION — ET C'EST POUR CELA QU'IL EST LIBRE.

TOUS A LA TACHE POUR QU'IL AIT UNE PARUTION REGULIERE

L'UNION FEDERALE ANARCHISTE.

LES CASSEURS

Dans les journaux du 14 mai : « Une bombe a fait trembler Orly ». Encore les « gauchistes » ? Heureusement que nous avons la loi « anti-casseurs ». Ceux qui l'ont déposée là seront sévèrement punis. Ben voyons ! ce pétard de 350 kilos fut largué en 1943.

Toutes nos félicitations aux services chargés de remettre les pistes d'envol en état après la guerre. De toute manière contrairement aux attentats prétendument « gauchistes », il ne risquait d'y avoir qu'un petit millier de victimes, si ce joujou avait éclaté : une broutille, pas vrai ?

La loi anti-casseurs

Nouvelle série d'une vieille histoire (et remettez-nous ça !...). Les lois scélérates promulguées à la fin du siècle dernier contre les anarchistes, et tant d'autres qui ont suivi, dispensaient le pouvoir de sortir un nouveau texte pour faire rendre gorge à ceux qui le combattent. Beaucoup de bruit pour rien... si ce n'est pour alimenter l'argumentation de ceux qui luttent les uns contre les autres pour conserver le pouvoir ou y accéder.

OU VA LE SYNDICALISME ?

Parti d'une haute idée de la solidarité ouvrière, visant à l'émancipation des travailleurs, le syndicalisme, dénaturé par les courants politiques les plus divers, est arrivé à n'être plus qu'une multitude d'appareils se réclamant de cette doctrine, mais en réalité plongeant dans le corporatisme.

Des centrales ouvrières « représentatives » aux différents syndicats paysans, en passant par les nombreuses organisations d'artisans, de petits commerçants ou d'étudiants, sans oublier le syndicat des locataires, chaque groupement bien souvent chapeauté par un parti politique (F.E.N. - C.G.T.) abonde dans la surenchère revendicative, et fait troublant, ne dépasse pas le stade envisagé par une nébuleuse proposition gouvernementale.

En un mot, chaque accord, chaque contrat stimulé par un appel du pied patronal est revendiqué à grand renfort de tracts et de déclaration par les représentants « patentés » des intéressés concernés par ces mesures.

Et invariablement tout en réclamant à hauts cris un front commun, chaque corporation se trouve placée devant un dilemme cornélien ; l'une des parties prenantes se plaçant alternativement dans l'opposition.

Loin de nous l'idée d'éplucher le curriculum vitae de chacun de ses appareils. Nous autres, anarchistes, ayant autre chose à faire que de souligner la moins mauvaise solution de conflits hiérarchiques, politiques ou fiscaux. Nous constaterons simplement que le but recherché est trop éloigné de l'esprit émancipateur pour qu'un quelconque idéal puisse y retrouver un exutoire à la fausse liberté qui nous est proposée.

Sur le plan commercial, les organisations manifestent bruyamment tout en essayant, malgré leur création récente de ne pas s'éloigner d'une certaine légalité, ce qui amène les leaders de celles-ci à pleurnicher en haut lieu quand une quelconque exaction par rapport au sacro-saint conformisme est commise : on s'empresse bien vite de se prétendre non-anarchiste bien que l'on utilise la propagande par le fait chère à Ravachol, mais rejetée par les anarchistes eux-mêmes depuis bientôt un siècle.

Les paysans qui sont, eux, chaperonnés par des fonctionnaires de service, n'ont pas encore atteint le stade de la contestation. Tout au plus, périodiquement, lancent-ils leurs tracteurs à l'assaut des itinéraires suivis par les ouvriers en route vers les traditionnels congés payés... par eux-mêmes. Ou encore, saisis d'une rage subite, basculent-ils dans les décharges des tonnes de fruits ou de tomates, qui feraient pourtant le bonheur d'une multitude de petits consommateurs pour leur alimentation familiale ou des politiciens en témoignage des services rendus à notre société.

Les étudiants, quant à eux, ont pour la plupart dépassé le stade de ce syndicalisme, et militant dans des organisations doctrinales alliant la tolérance (sioniste ou antisioniste) au libéralisme (pro ou anticommunisme).

Confondant culture et instruction, ils rejettent systématiquement l'éducation, résurgence à leur avis du despotisme bourgeois.

Paradoxalement, le « syndicalisme » ouvrier est celui qui s'est le plus facilement intégré au mécanisme étatiste. Régulateur de grèves — faisant fonction de soupape de sûreté au mécontentement populaire —, il a si bien réussi dans son entreprise de désamorçage que lui-même n'est que très peu suivi dans ses élucubrations démagogiques.

Trop bien encadré par ses parrains politiques, il n'a même plus d'imagination. Soucieux avant tout d'une fâcheuse légalité, les revendications des centrales représentatives feraient rougir de honte leurs prédécesseurs des années 1936. Il semble en effet impensable qu'en 1891 des ouvriers se fissent assassiner parce qu'ils manifestaient en demandant la réduction de la journée à huit heures de travail, alors qu'en 1970 les syndicats implorent le gouvernement de bien vouloir marchander un éventuel compromis sur 42 à 44 heures par semaine.

Sévèrement bridés par les partis politiques et supérieurement orchestrés par les gouvernements, il semble invraisemblable qu'un révolutionnaire conscient puisse cautionner par sa présence ou son action de pareils organismes réactionnaires.

Que devient l'anarcho-syndicalisme dans tout cela ?

Représenté en France par la C.N.T. inspirée par le courant révolutionnaire et anarchiste qui est à la base du mouvement ouvrier français, et pour laquelle nous éprouvons la sympathie redevable à la seule organisation rassemblant des anarchistes effectifs.

Or les sentiments qui nous lient aux militants de la C.N.T. ne nous empêchent nullement de souligner la faible représentativité que possède cette dernière de par le fait même qu'elle est la seule à garder son caractère originel.

Boudée par ceux-là mêmes qui prirent la décision au Congrès anarchiste de Carrare de concentrer leurs efforts en faveur de l'A.I.T., elle est placée devant l'alternative suivante : rester pure idéologiquement en évitant les intrusions parasitaires ou risquer de sombrer dans le réformisme paralysant en s'engageant dans un recrutement hétéroclite par une surenchère revendicative aboutissant nécessairement à des compromis détruisant toute issue révolutionnaire.

Limitée actuellement à un certain potentiel anarchiste, elle risquerait alors de voir ses militants les plus conscients débordés par des marchands de soupe populaire.

Il s'avère que les ouvriers suspectent toute organisation syndicale du fait qu'ils n'entrevoient pas d'issue réaliste au syndicalisme et se placent délibérément en marge, plus curieux d'un éventuel courant idéologique humanitaire, basé sur la solidarité effective, rejetant la notion de « classes », périmée dans son contexte : certains ouvriers se complaisant dans la fausse tranquillité petite-bourgeoise de la sécurité de l'emploi, encouragés en cela par tout ce qui a un caractère officiel : du tract syndical à l'émission télévisée.

Il semble alors plus convenable de prévenir par une action spécifique d'essence anarchiste, que de guérir par des assauts continuels : les militants étant obligés de lutter sur deux fronts simultanés de par leur effectif limité, ce qui limite la portée de leur action tout en les contraignant à des efforts considérables.

L'ÈRE DU CITOYEN CONSOMMATEUR

Notre temps de loisirs est actuellement des plus réduits. Où sont les 40 heures de 1936 ? Et nous voyons le nombre de chômeurs s'accroître. Réduisons les horaires, tout le monde pourra travailler, et le temps de loisir sera plus important. Cette réflexion logique ne paraît pas être le fait du patronat et des syndicats qui semblent animés d'une logique toute particulière. Les économistes bourgeois distingués ont toujours prêché la nécessité d'un volet de chômage. La spécialisation actuelle n'a pas besoin de gens non spécialisés, ou spécialisés dans des branches qui ne sont pas reconnues actuellement comme rentables. Bref, au chômage tous ceux qui ne rentrent pas dans le planning de la production, en tout cas ils seront forcément récupérés sur le plan de la consommation. Le patronat, par l'intermédiaire du gouvernement, octroie, en bon paternaliste intéressé, des allocations de chômage qui permettent, sinon de vivre correctement, du moins de consommer. Le système actuel ne nous laissera un temps de loisir important que le jour où, grâce à l'automation de la production, les loisirs consommables seront plus rentables que l'exploitation de l'homme dans son travail. L'abrutissement de l'individu dans la consommation succédera à son abrutissement dans le travail obligatoire. Bientôt ce stade ultime sera atteint : les machines produiront et nous consommerons comme des cochons à l'engrais. Ceci n'est pas une critique de l'automation, mais une critique de son utilisation par une catégorie sociale à son profit et contre une autre. L'automation consciente, contrôlée, doit libérer tous les hommes de la contrainte du travail inévitable, mais pour laisser la place à l'activité libre et créatrice et non à ce qu'a de dégradant la consommation forcée. Les nouveaux modes d'oppression du capitalisme et de l'Etat engendrent la définition totale du prolétaire : le prolétaire est l'homme qui n'a aucun pouvoir sur sa vie et sur les actes qui la composent, c'est l'homme qui ne se possède plus. Le jour où suffisamment d'hommes, qui auront su résister aux narcotiques de la société de consommation s'en rendront compte, la situation deviendra révolutionnaire.

ET VOILA LE SAUVEUR !

A l'instar du célèbre « guide », certain citoyen se distingue actuellement par ses sauvetages répétés et providentiels.

Après avoir par son « manifeste » sauvé le parti radical des eaux stagnantes où il croupissait, ce qui ne semble pas d'ailleurs du goût de certains de ses dirigeants qui, réveillés en sursaut, se trouvent contraints de prendre des initiatives, ce dont ils avaient perdu l'habitude depuis longtemps.

Non content de solutionner les graves affaires intérieures, il s'envola un jour vers la Grèce et bravement ramena dans ses bagages l'une des nombreuses victimes des « Colonels ». Pas n'importe qui, bien sûr : pas un humble militant quelconque, mais quelqu'un qui soit, par son renom, à la hauteur de son acte héroïque ; quant à ceux qui trop obscurs restent confinés dans les prisons fascistes, qu'ils se débrouillent, l'essentiel n'est-il pas accompli ?

Et maintenant, pour payer à une certaine Lorraine prénommée Jeanne le service que celle-ci rendit jadis, ne vient-il pas solliciter les voix (pas celles de Jeanne) des Nancéens afin de solutionner leurs nombreux problèmes.

Peut-être que là, ceux-ci le verront arriver avec ses sabots.

L'Ecole Maternelle MENACÉE

La seule école française qui tende (plus ou moins) vers la non directivité pédagogique est, à l'heure actuelle, menacée de disparition pure et simple ; en effet, les déclarations de MM. MISSOFFE et GUICHARD, l'un voulant instituer le service civil féminin, l'autre voulant remonter les effectifs des classes maternelles, rendant toute création de poste impossible et ceci rentrant dans le cadre de la rentabilisation de l'Education nationale, cf. le rapport MONJOIE - ORTOLI (1) mais rendant par contre très possible les suppressions de classes, surtout des petites sections (2 à 4 ans), ces déclarations montrent le souci gouvernemental de promouvoir l'Ecole caserne ; car l'Ecole maternelle, bien qu'étant encore aux balbutiements de la non-directivité, est très en avance sur le reste de l'Education nationale : ses buts ne sont pas, comme dans le primaire, de créer des conditionnements par la méthode pavlovienne (2), par la méthode autoritaire (et pourtant les centres d'intérêt en sont l'image même) ; ses buts ne sont pas la création du type « écolier-attentif-soumis-silencieux », type que l'on retrouve partout dans l'E.N. — même si dans certaines maternelles la loi est celle du silence et de l'obéissance.

Ses buts sont le développement de la créativité sous toutes ses formes (peinture, dessin, théâtre, langage, texte libre ou plus exactement phrase libre), développement de la créativité qui devrait aller de pair avec le développement de la liberté, de la prise en charge par soi des activités (autogestion) (3). La créativité, a démontré Carl ROGERS (4), ne peut s'accompagner que d'un enseignement sur le mode non directif, et il donne pour but à l'enseignement : « libérer la curiosité des enfants, permettre à des individus de se diriger dans de nouvelles voies, inspirés en ceci par leur propres intérêts, ouvrir tout à l'exploration, aux questions, reconnaître que tout est en train de subir un processus de changement » : et par ses buts à l'enseignant « d'aider à apprendre » de créer du neuf autour de soi, « de libérer la tendance à devenir une personne », et de suivre les enfants dans « leur courant inexorable de créativité ».

Voilà les buts que, depuis Maria Montessoti (?), le Dr Decroly, etc., s'est fixée l'Ecole maternelle ; malheureusement, l'attitude pédagogique n'a guère évolué, pour faciliter la créativité, et cette institution, comme toutes les bureaucraties, a commencé de stagner avant de régresser par rapport aux courants modernes des relations maître-élève (cf. la « Pédagogie Institutionnelle », de M. Lobros).

Quoi qu'il en soit, le fait que l'Ecole maternelle ne se soucie pas de programmes fixes, de directives astreignantes, qu'elle fasse fi des directives autoritaires en matière de discipline et de compétitivité, qu'elle soit, en un mot, l'avant-poste d'une pédagogie moderne, d'une pédagogie libertaire, ce seul fait donne aujourd'hui des angoisses à la bourgeoisie et à ses représentants, le gouvernement ; aussi ne sommes-nous pas étonnés des déclarations du ministre de l'Education nationale ; il nous semble pourtant aberrant qu'un homme soi-disant porté sur les problèmes d'éducation soit si ignorant des données de la psychologie de l'enfant, données qui sont passées dans le domaine public depuis plus de 30 ans : lorsqu'il annonce : « L'enseignement, pour un enfant de 2 ou 3 ans, n'est pas le même que pour un enfant de 4 ou 5 ans, c'est à peine si on peut l'appeler un enseignement, en tout cas, les parents ne s'attendent pas à ce que leurs enfants en reçoivent un ; ils veulent seulement qu'on les occupe intelligemment ». On s'aperçoit rapidement que les travaux des grands psychologues de l'enfance (Plaget, Wallon, etc.) (5), qui ont montré que la période la plus importante de la vie de l'enfant se situe entre 2 et 4 ans, au moment des apprentissages sensori-moteurs, lui sont restés étrangers ou lui sont de peu d'intérêt. Quand on sait que les récents travaux du Dr Bloom ont mis en évidence le fait qu'à 4 ans, l'enfant est en possession de 60 % de sa capacité de développement intellectuel présente et à venir, on doit se douter que ces déclarations de M. Guichard sont sans doute fondées sur des sondages I.F.O.P. (?) qui ont pu mettre en évidence que le fait que la majorité des gens pensent de la maternelle « qu'elle n'est bonne qu'à faire jouer les enfants, qu'à leur faire perdre du temps au lieu de leur apprendre à lire, à écrire, à compter ». Pourquoi de telles accusations ? Parce que la morale bourgeoise a fait du travail une clé pour la promotion sociale, et de l'école l'instrument de cette valorisation ; ainsi pour les familles défavorisées (et elles sont bien la majorité), ne pas travailler à l'école, jouer, c'est-à-dire ne pas être contraint, c'est perdre du temps pour une accession à une vie plus aisée. De plus, le régime bourgeois, pour compenser les pertes de gains entraînées par l'élévation du niveau de vie des travailleurs (afin d'accroître le marché intérieur, c'est-à-dire la consommation), a fait du rendement une sorte de dieu tout-puissant (Cf. le rapport Monjoie - Ortoli et les déclarations du Chef de l'Etat : « Les notions de rendement doivent être introduites à tous les échelons de la nation, y compris l'école »).

Ces raisons nous font comprendre pourquoi jouer est une perte de temps (une perte de gain aussi, car il faut payer des institutrices pour faire jouer les gosses), pourquoi les parents s'insurgent contre le fait qu'on n'apprend pas à lire à la maternelle ; ils sont conditionnés par la civilisation actuelle, et de plus, on ne leur a jamais appris que jouer à l'école maternelle c'est faire fonctionner toute la sensori-motricité qui est le support de la future pensée. De plus, une étude (les travaux d'Irène Lézine) a montré que « les familles de bas milieu socio-économique n'ont pas la possibilité de s'occuper de l'enfant, mais que, d'autre part, elles ont une conception plus autoritaire et répressive des relations » (6) ; ceci s'explique, nous l'avons vu, par le modèle autoritaire et répressif de la société, et surtout par le modèle de contrainte du travail dans cette société aliénante.

C'est à ce niveau que l'école maternelle peut jouer un rôle important, c'est-à-dire pallier aux manques culturels des familles les plus éprouvées par le système ; et aussi, plus important encore, déconditionner, par le biais de l'enfant, ces familles des modèles répressifs de la société. On s'est aperçu que c'est dans ces familles, dans ces milieux défavorisés, que les enfants avaient des difficultés plus grandes à assimiler les mécanismes de base (7). La démocratisation de l'enseignement est à ce prix.

C'est pour toutes les raisons indiquées ci-dessus qu'il semble aberrant, sinon criminel, de confier à des jeunes filles sans aucun bagage pédagogique (comment pourront-elles connaître et se servir des découvertes d'Oury, par exemple (8), les années les plus importantes de l'enfant ?). Cela peut se comprendre si l'on voit le but poursuivi par la classe bourgeoise : stratifier en classes sociales dès la maternelle, produire de bons et dociles ouvriers, et aussi exploiter des jeunes filles sous le couvert d'un service civil (MILITAIRE ?). Le remplacement des classes enfantines par des garderies (PAYANTES ?) montre, une fois de plus, la tendance du gouvernement à créer le nouveau type d'homme pour la nouvelle société technocratique : l'homme servile, l'homme-machine, que l'on aliène encore plus en lui fournissant les biens matériels, mais en lui ôtant les biens intellectuels.

---

(1) Cf. « Partisan » : « L'alibi pédagogique » (dernier numéro 50).

(2) Cf. J.-F. le Ny : « Le conditionnement », « L'apprentissage », P.U.P.

(3) Cf. « La Pédagogie institutionnelle », MM. Lobrot - Gauthier - Villars.

(4) Cf. « Le développement de la personne », C. Rogers-Dunod et le numéro 7 de la revue « Préparons l'avenir ».

(5) Cf. « De l'acte à la pensée », Wallon ; « La psychologie de l'enfant », Plaget-Inhelder, P.U.F.

(6) Cf. « Lobrot » (ouvrage cité p. 224).

(7) Cf. « Les problèmes de la jeunesse » - « E. Copfermann », Oury - Vasquez - Maspéro.

(8) Cf. « Vers une pédagogie institutionnelle », Oury - Vasquez - Maspéro.

LE CONFLIT ISRAELO-ARABE

Suite de la page 1

de grands effets — de porter des coups à des puissances financières, refuse au peuple le droit de présider à sa propre destinée et par voie de conséquence celui de décider du partage. Un socialisme plus attaché à la religion (musulmane) qu'à la liberté, *un socialisme au pas cadencé,* plus propre à accoucher de casernes et de prisons qu'à préparer la grande fraternité humaine.

La plupart des leaders des pays arabes nouvellement libérés des puissances coloniales sont moins préoccupés du bien-être du peuple (« leur » peuple comme ils se plaisent à dire), que de faire brillamment carrière dans la politique, même quand ils nous entretiennent des réfugiés palestiniens dont la détresse est pour eux une aubaine — un article qui fait recette. L'arrivisme s'en donne à cœur joie et ce n'est pas le cas *Arafat,* grand homme des commandos, tout heureux d'avoir trouvé un terrain à la mesure de ses ambitions, qui infirmera nos dires. (N'est-il pas candidat au poste de commandement d'un éventuel Etat palestinien ?)

Or les réfugiés palestiniens sont les premiers intéressés par la solution du conflit israélo-arabe. L'action des commandos peut être la marque d'une volonté d'en finir avec la condition misérable et révoltante qui leur est faite depuis leur transplantation, les « pays frères » (arabes) n'ayant jusqu'à ce jour rien fait (si ce n'est des discours enflammés et vengeurs) qui puisse améliorer leur sort, l'Egypte de Nasser elle-même s'étant plus attachée à jouer les « va-t-en guerre » qu'à leur apporter une aide effective. Toutefois, chez les Palestiniens parqués en Jordanie, même s'il y a de la combativité, il n'est pas prouvé — loin s'en faut — qu'elle s'exerce au mieux des intéressés. Ce n'est pas parce que l'on aura changé de maître que la cause du peuple aura été servie.

Ainsi, une fois de plus, nous assistons à une guerre faite par le peuple pour la consécration de l'autorité, de la puissance de ceux qui l'exploitent et le gouvernent — côté israélien, ou aspirent à le gouverner effectivement pour le mieux exploiter — côté palestinien.

D'un côté comme de l'autre l'on se bat contre soi-même autant que contre celui d'en face. Imagine-t-on la stupéfaction que provoquerait chez les gouvernants et dans le négoce du pétrole une fraternité qui passerait outre aux exhortations belliqueuses des deux bords ? Mais nous n'en sommes pas là. Cette guerre qui n'est aujourd'hui que l'un des aspects — un prolongement — des luttes d'intérêts gigantesques qui se déroulent en haut lieu pour le partage des ressources mondiales de pétrole se terminera, n'en doutons pas, dans les règles de l'art, c'est-à-dire quand ces messieurs, enfin d'accord, en auront ainsi décidé. Ceux qui en seront morts entre-temps ? Bagatelle. Dieu, qui préside aux cérémonies dans les deux camps — ici par le truchement du Talmud et là par celui du Coran — reconnaîtra les siens. Et en attendant ce grand jour, le successeur de saint Pierre, gardien à distance des Lieux Saints, formera des vœux pieux pour tous les combattants, si bien que la chrétienté ne sera pas en reste.

A QUAND LE REGROUPEMENT ?

Pour une Réorganisation des Anarchistes

Fédéralisme : dictionnaire Larousse : « Système politique dans lequel plusieurs états indépendants abandonnent une part de leur souveraineté au profit d'une autorité supérieure ».

De ce fédéralisme-là, confinant au centralisme bureaucratique et à l'autorité supranationale, nous ne voulons pas. Mais peut-on concilier « anarchisme en miettes » et action ? Si nous optons pour l'action, alors se pose le problème de savoir comment coordonner les morceaux épars : s'agit-il de recoller les bribes restantes de l'ancienne fédération ou s'agit-il d'une refonte totale ?

Nous pencherions, pour notre part, pour la seconde proposition ; pourquoi ?

— parce que les entreprises de ravalement sont vouées à l'échec par manque de vitalité dû aux retours du passé ;

— parce que les dissensions, les erreurs sont vite élevées au rang de principes ;

— parce que se fédérer n'est pas se mettre sous la coupe de quelques-uns, même si ceux-ci ont été jadis influents ;

— parce qu'enfin le noyautage existe et qu'il faut en tenir compte.

Il existe bien sûr la solution facile de l'attentisme béat prêchant on ne sait quel avenir. Nous refusons cela et nous sommes, d'autre part, persuadés que l'action parcellaire — et de ce fait limitée — ne peut que s'embourber dans la vase du conformisme (même si celui-ci se situe dans un contexte contestataire). Nous ne sommes pas des courtiers en anarchie ; nous sommes seulement soucieux d'une efficacité accrue dans la propagation de l'idée anarchiste et conscients du fait que la survie du mouvement passe par une organisation susceptible de regrouper en son sein tous les anarchistes : ce n'est pas une équipe réduite qui peut représenter tout un ensemble de camarades ; ce sont ces derniers qui pourront empêcher l'idée libertaire de s'écrouler sous le poids de la spontanéité fantaisiste et de l'empirisme.

Aussi faut-il, DES A PRESENT, envisager moyens et possibilités d'une refonte des rapports des anarchistes entre eux.

Si l'on se penche sur l'état actuel du mouvement anarchiste français, on constate immédiatement qu'après une période d'unité relative et pourtant fructueuse (des années 1944 aux années 1950), celui-ci, non content d'être numériquement faible, est divisé à l'extrême, ce qui l'empêche de jouir d'une réelle efficacité, peu en rapport avec les possibilités qui lui sont offertes par l'intérêt qui lui est porté. De cette constatation navrante est née à l'U.F.A. l'idée d'inviter à se confédérer les mouvements authentiquement anarchistes existant en France. Il ne s'agit pas de créer le « parti de masse », de fondre autoritairement toutes les organisations existantes en une seule, mais que ces organisations entretiennent entre elles des liens suivis en vue d'une action dans une confédération. Chaque mouvement pourra ainsi conserver son originalité et agir absolument librement. Bien sûr, il y a plusieurs pièges à éviter : qu'un ou plusieurs mouvements plus importants profitent de la confédération pour réduire les plus petits à l'état de satellites, ou bien tout simplement pour les englober. Cette action serait de la basse politique, c'est-à-dire la négation des principes anarchistes. Deuxième erreur à ne pas commettre : retomber dans les ornières d'antan en se mêlant à n'importe qui et surtout aux propriétaires légaux du « Monde libertaire » (œuvre personnelle et surtout pas collective) qui ont conduit la Fédération anarchiste à sa ruine. Il serait souhaitable d'éviter aussi tous ceux qui conservent une tendresse pour une parcelle d'autorité ou un « petit stade autoritaire », même s'ils se disent anarchisants. Pour ce qui est des francs-maçons, même s'ils se prétendent anarchistes, nous rappelons qu'il y a incompatibilité entre l'appartenance à la franc-maçonnerie et l'affiliation à une formation anarchiste. Cette prise de position est motivée par le fait qu'il est amplement démontré que l'intrusion de la franc-maçonnerie dans les organisations anarchistes n'a toujours abouti qu'à des divisions au sein de celles-ci et à leur dislocation. Il n'est pas question d'abandonner des principes pour « avoir du monde ». Troisième piège, tout aussi grave que les deux autres : il faut éviter que cette confédération ne soit qu'une réunion des différents « leaders » de l'anarchisme ; bien sûr, c'est à chaque anarchiste d'éviter ceci en rappelant bien dans chaque mouvement ce que sont les principes d'une organisation libertaire. Cette confédération doit tendre à instaurer des rapports permanents au niveau des anarchistes à travers leurs organisations spécifiques et non au niveau d'éventuels « dirigeants ».

Sur le plan local et régional, les militants des groupes n'ont pas à s'inquiéter si sur le plan national les dirigeants sont pour ou contre le principe d'une action commune : ils peuvent la pratiquer dès à présent. Toute interpénétration effective et fructueuse ne pouvant partir que de la base. Bien sûr, pour que cette confédération soit anarchiste, il convient tout d'abord de définir une base théorique commune, mais nous devons avoir aussi pour but la pratique. Ce n'est pas par des disputes stériles et sectaires que se développeront nos idées mais par le travail de tous les anarchistes sincères. Des actions affinitaires peuvent être menées par une organisation participant à la confédération, même si d'autres qui y collaborent ne partagent pas toutes leurs prises de position, cela dans la mesure où il n'y aura pas contradiction entre les dites actions et les principes fondamentaux acceptés par les organisations.

L'initiative ci-dessus n'a pas pour but, pour ceux qui la lancent, de devenir les leaders de ceux qui pourraient la partager. L'U.F.A., qui entend ne pas chapeauter un tel projet, se met à la disposition des anarchistes désireux d'œuvrer dans le sens de cette réalisation. Pour cela, ceux-ci pourront déjà entrer en rapport les uns avec les autres et, ultérieurement, en faire part à l'U.F.A. qui se fera un plaisir de faciliter leurs relations.

COMMUNIQUÉS

Région Parisienne

Les militants et sympathisants de la région parisienne désireux de prendre contact avec l'U.F.A. en vue de se renseigner ou d'œuvrer à l'organisation de la propagande anarchiste à Paris et sa banlieue voudront bien s'adresser à :

AUCHERE Roger
19, avenue Albert-Thomas
92 - CHATENAY-MALABRY.

Région Centre

Les groupes de Châteauroux, Orléans, Tours, envisagent une réunion publique sur le thème : « CE QUE VEULENT LES ANARCHISTES ». Se renseigner au journal.

Groupe Anarchiste de Blois

Les militants et sympathisants sont informés que le groupe tient des réunions d'information deux fois par mois. Se renseigner au journal.

Contraception ?

Le coup du lapin

La pilule, la fameuse pilule, qui a déjà soulevé tant de discussions, est de nouveau à l'ordre du jour :

ELLE EST CANCERIGENE

Femmes monstrueuses qui osez ne pas avoir peur tous les mois comme beaucoup de vos semblables, soyez punies de votre vilenie, l'on vous prédit des visions apocalyptiques...

Allons, soyons sérieux ! les résultats des expériences sur lesquels se fonde la campagne actuelle, la radio et la presse en font assez état, proviennent bien d'études sérieuses, mais faites sur les chiennes beagles, qui sont de toutes les chiennes les plus sujettes aux tumeurs, mammaires en particulier. Et l'on voudrait nous faire croire que les pilules (qui sont en vente depuis longtemps déjà sous contrôle médical pour la régulation des cycles difficiles) sont devenues dangereuses d'un coup, parce qu'employées par plus de personnes !

Elles sont dangereuses en effet, mais pas pour la santé des femmes ; elles le sont pour l'économie nationale.

« Le coup du lapin ». Pas celui du père François, celui de la portée (il n'est que de regarder les clapiers où nous vivons). Et pourquoi ?

Mais qui donc absorberait la production sans cesse croissante ? Et qui donc travaillerait pour l'accroître encore ? Il faut bien que la démographie soit galopante, quand les poches de tous ceux qui se les remplissent s'agrandissent démesurément sous le poids des acquisitions.

C'est à croire que ces gens-là ont pris le « croissez et multipliez-vous » pour « lapinissez-vous et consommez ».

On parle de plus en plus de la future famine mondiale et l'on voudrait de plus en plus d'estomac (sans compter que ces estomacs vivent de plus en plus vieux). Quel illogisme.

Plutôt que d'ajuster la production sur les besoins, on préfère ajuster les besoins sur la production.

Le mouvement anarchiste est le premier à avoir milité dans le sens du planning familial, reconnu depuis comme essentiel pour la plupart des gens. Allez-vous, pour des raisons économiques, laisser faire le jeu du gouvernement ? Les luttes longues et difficiles, qui vous ont permis cette libération, ne doivent pas avoir été vaines. ou alors, le régime actuel sera sur ce point en régression sur ce qui était avant lui.

La Guerre au Cambodge

La création d'un front national unifié du Cambodge est à coup sûr un chef-d'œuvre du genre en matière de louvoiement politique.

La disparition d'Ho-Chi-Minh ayant laissé un vide dans la galerie des grandes figures révolutionnaires de l'Asie du Sud-Est, il se devait de le combler par l'apport d'une figure représentative.

La candidature d'un prince déchu faisant occasionnellement l'affaire.

Passer du « neutralisme à l'engagement anti-américain est un jeu d'enfant lorsque l'on est épris d'idéalisme. Loin de nous l'idée de penser que Sa Modestie Norodom Sihanouk ne soit pas sincère : sincèrement épris de pouvoir, et tout heureux de la bénédiction de Pékin. A défaut d'un trône, un fauteuil de révolutionnaire n'est pas si mauvais que cela. Même si Moscou semble ne pas approuver cette béatification pour l'instant, il n'en demeure pas moins que la centralisation des états-majors cambodgiens pro-communistes est réalisée, donc aucune initiative incontrôlée n'est à craindre pour les capitales du communisme.

Quoi qu'il en soit, l'extension de la guerre n'est pas faite pour accélérer la fin du massacre. Assassinant les civils sud-vietnamiens sous prétexte qu'ils sont rouges mais subissant allègrement l'occupation des militaires de même nationalité. Le prestige de l'uniforme sans doute ?

Voilà le peuple Khmer qui se voulait pacifiste ramené au rang de tous les autres : malaxé, embrigadé dans un camp ou dans l'autre et contraint de s'entretuer pour une cause qui ne sera jamais la leur : cette cause qui consiste à installer un appareil autoritaire qui le maintiendra dans un état de sujétion quel que soit le camp vainqueur.

En créant un dérivatif à la guerre jusque là cantonnée au seul Vietnam, les autorités américaines ont voulu à la fois impressionner le monde par leur stratégie et en faisant agir l'armée sud-vietnamienne en leur lieu et place, prouver qu'ils ne sont que des conseillers, en un mot qu'ils ne sont pas partie prenante dans le conflit.

Le projet de repli envisagé dans des délais très brefs voulant donner l'impression d'une certaine désescalade.

Et le peuple, « la MASSE », comme disent certains humanistes, lui subira et paiera en vies humaines et autre, l'affrontement des deux blocs, qui choisissent chez les autres le terrain d'expérimentation de leurs engins destructeurs.

LE FÉDÉRALISME ANARCHISTE

La répartition et la circulation des produits

Dans les deux derniers numéros du « Libertaire », nous nous sommes penchés sur le problème de la production et de la consommation (l'une et l'autre gérées et orientées directement par la population).

Il va de soi que l'absence de l'Etat et du patronat dans une économie anarchiste clarifie le débat. Mais cela n'implique pas pour les révolutionnaires que nous entendons demeurer qu'il soit de bon aloi de vouloir ignorer les nécessités de l'organisation sans laquelle une relative abondance dans l'équité et une liberté qui motivent notre combat seraient condamnées à ne pas déborder du domaine des chimères.

Dans les sociétés actuelles (capitalisme classique, d'Etat ou mixte), si l'on prend les plus avancés, la circulation des produits, de l'extraction à la transformation des matières et jusqu'à leur distribution (leur mise à disposition du consommateur) est organisée de manière tellement empirique que l'on peut considérer qu'en fait elle ne l'est pas.

Du côté du capitalisme libéral (la « libre entreprise »), dont l'Amérique est le modèle, au nom de la liberté — du commerce, des firmes, petites ou grandes, se constituent au petit bonheur dans le but bien précis de glaner de l'argent : dans le transport notamment. Des sources de production — industrielles ou agricoles — les produits consommables, pour arriver au stade de la vente au détail (c'est-à-dire au consommateur éventuel qu'est le client) passent : ou par des entrepôts de firmes de vente en gros, qui revendent aux détaillants, ou par des entrepôts de groupes d'achats ayant leurs propres points de vente, cumulant ainsi les bénéfices des ventes de gros et de détail (en parvenant d'ailleurs à vendre fréquemment moins cher que les petits commerçants).

Outre l'immoralité des spéculations financières inhérentes à ce système et dont le consommateur fait les frais, celui-ci présente des inconvénients multiples. Sous couvert de liberté accordée à l'initiative privée (tout en étant bien souvent épaulé par l'Etat), il fausse toute le mécanisme de la répartition, stade qui précède la distribution qu'il conditionne, et induit en erreur la production, laquelle ne peut plus alors remplir pleinement sa mission, qui est de produire le plus possible dans le sens souhaité par les consommateurs. Dans la répartition des produits et objets destinés à la clientèle de détail, donc à ce qui devrait être la distribution, le stimulant, là encore, est le profit, l'enrichissement. Et comme il en est de même dans le commerce de détail, il s'ensuit que le mot DISTRIBUTION est aujourd'hui impropre à la chose qu'il désigne, car les articles circulent et passent d'un stade à l'autre non pas pour être acheminés vers ceux qui en ont besoin, mais avant tout par souci d'assurer des bénéfices à toutes les étapes de leur parcours aux détenteurs du capital. (Ajoutons à cela que, par la publicité, le consommateur est téléguidé en direction des articles qui se prêtent le mieux à ce genre d'opérations.)

Cette pratique aboutit à un énorme gaspillage — donc de travail, d'effort humain (en moyens de transport, véhicules non utilisés rationnellement, manutention souvent inutile, gâchis de carburant, etc.). Et pour couronner le tout, une marchandise souvent endommagée par un stockage trop prolongé (fruit de la « libre concurrence ») s'il s'agit de denrées périssables, ou dépréciées par le vieillissement s'il est question d'articles ne se détériorant pas avec le temps.

Dans les démocraties dites populaires — les Etats « socialistes », des tentatives de répartition des produits ont été faites qui tendaient, pour se passer du concours de la bourgeoisie capitaliste, à organiser la répartition sous l'autorité de l'Etat Patron. Cette conception s'est vite avérée en contradiction avec les réalités de la vie sociale. Le fonctionnarisme a stérilisé toutes les valeurs humaines engagées dans l'entreprise, il a sclérosé les organismes créés à cet effet, qui très rapidement ont fait la démonstration de leur incapacité pour la tâche qui leur avait été assumée. A l'intérieur de ces Etats (le précédent de la N.E.P. — Nouvelle économie politique — instituée en Russie sous Lénine a servi d'exemple) après des expériences malheureuses d'étatisation outrancière dans de nombreux domaines, y compris celui de la répartition des produits — de leur circulation, on a dû constater qu'en substituant à l'initiative populaire l'autorité, la toute puissance de l'Etat, on avait détruit du même coup le ressort de la machine économique. Car c'est **l'esprit d'initiative** qui avait été atteint avec l'intervention de cette autorité, laquelle, agissant en fonction d'un planisme préétabli en dehors et au-dessus des travailleurs, amena ces derniers à se désintéresser de problèmes pour la solution desquels ils n'étaient plus que des pions.

Et qu'ont fait pour remédier de telles situations les dirigeants de ces Etats, des partis qui les coiffent ? Pas de danger de les voir inciter ceux qui travaillent à s'organiser eux-mêmes, à s'émanciper de la tutelle de l'Etat-Protecteur pour pratiquer la **Gestion directe.** On a su — et l'on sait encore — dans les sphères dirigeantes des Etats « prolétariens » pallier aux dangers de solutions aussi anarchistes... On s'est orienté vers un « assouplissement » de l'intervention étatique en pratiquant un néo-capitalisme Toutefois, étant revenu à l'économie de marché, chère à la bourgeoisie classique, on a néanmoins enfermé le jeu de la concurrence dans un filet savamment tendu pour que ce retour en direction du capitalisme traditionnel ne compromette pas les situations acquises ni les structures fondamentales existantes.

Il y a là chez les responsables un évident aveu d'incapacité en même temps qu'une manifestation de leur volonté de ne pas lâcher prise.

***

Les réflexions qui précèdent pourraient paraître superflues, mais elles s'imposaient pour donner à ce qui suit toute sa signification. En effet, les temps de voyage, les manipulations inutiles, etc., sont autant d'occasions de mettre en évidence la supériorité du principe fédéraliste en matière d'organisation. Nous touchons ici à un problème extrêmement important : celui des transports. Et dans quel domaine mieux que dans celui-là pourrait-on mieux constater un éparpillement ruineux de la peine des hommes faute pour ceux-ci d'avoir su établir des liens véritablement fédéraux dans des activités dont l'importance leur est vitale ?

Le problème du transfert, de l'acheminement des denrées de toutes sortes, ne peut être avantageusement solutionné que par le fonctionnement d'un vaste éventail d'associations de travailleurs des transports constituant entre eux une véritable **confédération des transports.** Le principe fédéraliste jouant alors à plein on verra dans chaque cadre de production où cela sera nécessaire se constituer par profession ou interprofessionnellement des associations de travailleurs des transports, véritables coopératives dont les effectifs et le matériel seront fonction des besoins exprimés autant par la consommation que par la production (pour transport après extraction ou en cours de transformation des produits).

La Fédération des Transports jouera un rôle considérable dans l'économie de demain, elle aura ses structures fédérales dans chacun des domaines la concernant : transports routiers, ferroviaires, aériens, maritimes. (Des liens fédéraux seront établis avec les transports en commun, lesquels donneront lieu, dans un prochain « Libertaire », à une étude séparée.)

Par leur organisation de base, la Coopérative des Transports, constituée dans le même esprit que la coopérative de production (voir « Libertaire » de juillet 1968), les travailleurs, qui choisiront eux-mêmes leurs responsables, seront directement intéressés par la gestion des transports qui sera **LEUR** affaire. Ils ne manqueront pas d'avoir des liens suivis d'une branche à l'autre de leurs activités, localement, régionalement et nationalement. Et l'on conçoit aisément le rôle primordial des Unions locales et intercommunales des Transports. Les Fédérations régionales de Transport grouperont par branches les transporteurs alors que, régionalement, par le canal des unions fédérales, celles-ci se retrouveront comme l'auront fait les coopératives de base au sein des unions locales et intercommunales. C'est à l'échelon de la Confédération générale des Transports que se trouveront rassemblées toutes les représentations des travailleurs pour un territoire ayant fait sa révolution.

Des liens fédéraux s'établissant entre les coopératives et fédérations de transport d'une part, et les sources de production et les points de distribution d'autre part, les besoins en transport seront ainsi recensés, rendant possible l'utilisation rationnelle du matériel, du combustible et des hommes. C'est là un des moyens dans ce domaine comme dans tant d'autres de supprimer le gaspillage d'énergie, le travail improductif, et de s'acheminer vers un allègement du travail et une augmentation du temps de loisir — le travail, pensons-nous, n'étant pas forcément l'aspect le plus attrayant de l'existence.

On nous dira peut-être que des sections syndicales, des syndicats et des fédérations de travailleurs de transport existant déjà, ceux-ci sont ou peuvent être une préfiguration de la structure qui vient d'être entrevue, que par conséquent le syndicalisme, s'il n'est pas politisé, peut être l'instrument de la Révolution, de la transformation sociale. S'il en était de même nos vœux seraient comblés, mais les choses ne sont pas si simples. La politique a vraiment bon dos, et ce n'est pas l'absence de politisation des syndiqués qui suffit à faire de ceux-ci des révolutionnaires, la preuve nous en est hélas trop couramment fournie par la facilité avec laquelle ils acceptent l'idée d'une grève revendicatrice, pourvu qu'elle ait des chances d'aboutir et quelle que soit la nuance politique (ou le manque de coloration politique) de ceux qui la prêchent. On a beaucoup moins l'oreille des syndiqués lorsqu'on leur suggère la prise en main de la gestion de l'entreprise qui les paie, qui les asservit, ce qui serait cependant la première phase de la véritable révolution sociale, car celle-ci passe d'abord par là.

C'est cependant à eux qu'en particulier nous nous adressons, mais pour leur rappeler que si le syndicalisme, faute d'être demeuré révolutionnaire, est devenu ce qu'il est et est condamné à sombrer dans le mutualisme, le problème révolutionnaire reste entier, aussi devons-nous penser la Société de demain en déplorant qu'il s'accommode de celle d'aujourd'hui. Un anarchisme digne de ce nom n'a de complaisance hypocrite à faire à personne. Nous sommes fiers, au « Libertaire », d'en être assez imprégnés pour avoir avec qui que ce soit la plus totale liberté de langage.

De la fausse participation à l'autogestion effective

L'on parle de participation. C'EST UN LEURRE ! Les capitalistes font mine de lâcher du lest. Ne perdons pas de vue que ces gens qui savent compter agissent pour leur seul intérêt. La participation c'est aussi la participation aux frais de l'entreprise ; c'est le doigt dans l'engrenage ; grâce à ce système, l'ouvrier devient un rouage et donc, à court terme, un défenseur de la société actuelle. C'est l'intégration basée sur l'inégalité économique. Toute la soit-disant « nouvelle société » n'est qu'un paravent destiné à masquer la vérité que clament depuis longtemps les anarchistes :

Les patrons deviennent de plus en plus des parasites, des êtres inutiles, puisque étant donné la complexité de la gestion d'une entreprise moderne, ils ACHETENT des techniciens pour faire ce dont ils sont incapables ; ce qui ne les empêche nullement d'empocher les bénéfices. Le seul but valable pour les producteurs est *l'autogestion généralisée.* C'est-à-dire l'autogestion appliquée à tous les aspects de la vie sociale grâce au fédéralisme anarchiste. Quand nous disons autogestion, nous ne la concevons que généralisée, et non pas comme le simple pouvoir des conseils ouvriers dans les entreprises, car quiconque l'entend dans ce sens restrictif tend, sciemment ou non, à une place à l'autorité. Toutes les expériences d'autogestion faites avec la collaboration de l'Etat sont condamnées à la base, car elles restreignent la définition même de l'autogestion. Les conseils ouvriers étatisés, comme ceux de Yougoslavie, ne sont que des alibis pour les régimes autoritaires pseudo-révolutionnaires. L'autogestion, c'est la disparition de l'autorité gouvernementale, elle n'est pas le but lointain de la révolution, elle est la révolution, elle se place à son début. L'autogestion c'est la production consciente au profit de tous. C'est comme nous l'avons déjà dit, par le truchement de nos propres décisions, fruits de nos propres discussions, l'alignement de la production sur la consommation, le détournement de l'industrie parasite des gadgets à des fins utiles pour tous, la notion de solidarité remplaçant celle de bénéfice, c'est enfin la modernisation constante et consciente des moyens de production pour aboutir à une régression par étapes des heures de travail à l'activité libre où nous pourrons exprimer concrètement notre créativité : c'est-à-dire l'expression sous des formes variées et souvent inédites, de nos réflexions ou de nos désirs spontanés, sur tous les sujets, de l'art à la vie sociale. Et dans les pays développés, cela est immédiatement réalisable. Montrons que nous pouvons construire notre bien-être seuls, sans avoir besoin d'être poussés, soyons majeurs, réalisons notre vie nous-même plutôt que de nous accrocher à notre misérable survie en tentant de l'aménager. Faut-il que les pièges soient efficaces pour que chacun n'en ait encore pris pleinement conscience et ne soit devenu par là même un révolutionnaire véritable et non un réformiste. Il n'y a rien à réformer, il y a tout à détruire et à reconstruire.

Les partisans de l'autorité affectent de taxer l'idée anarchiste de simplisme ; pour eux, elle n'est qu'un stade infantile de la pensée parce qu'elle est simple. C'est bien ce qui les ennuie, car la simplicité est le caractère de la logique et de la vérité. Le simplisme, il est chez ceux qui, grâce à des raisonnements tortueux et à tout un fatras idéologique sans base, prétendent justifier l'injustifiable : l'AUTORITÉ.

L'UNIVERSITÉ alliée du négoce

La réforme Faure, bien que votée grâce à la position de force des étudiants en 1968, est l'œuvre de la technocratie bourgeoise. Sous les vocations en vogue (autonomie, cogestion, participation) se camoufle la rapacité du patronat et de la finance.

L'agitation estudiantine actuelle (qui est en partie le résultat du boycott des élections aux conseils de gestion des U.E.R. (1) semble marquer une prise de conscience des problèmes de l'université ; or, il n'en est rien : les étudiants, notamment à Nanterre, du moins la grande majorité, contestent cette loi par le « mauvais bout » : ils laissent de côté le plus important de la loi d'orientation : le fait que celle-ci tend à mettre les facultés sous la coupe du patronat.

Pour cela, plusieurs moyens : on introduit des personnes étrangères à l'université dans les conseils (article 8, et plus loin : « ... les statuts doivent prévoir dans les conseils... la participation de personnes extérieures choisies en raison de leur compétence et notamment de leur rôle dans l'activité régionale »), puis on préconise le financement privé (« ils — les établissements — disposent en outre d'autres ressources, provenant notamment de legs, donations et fondations... »).

Tout cela dans le cadre de l'autonomie, mais est-ce être autonome que de dépendre d'une orientation de l'économie ? Quand on lit (article 6) que les universités « peuvent avoir une vocation dominante », on ne peut s'empêcher de faire le rapprochement avec le capitalisme paternaliste japonais ou, plus près de nous, avec les I.U.T. (2). Au « changement dans la continuité » correspond, sur le plan enseignant, « l'autonomie dans l'aliénation ».

Mais Edgar Faure a été dépassé par le Thanh Koih (?) qui, dans le cadre de la rentabilisation de l'enseignement, propose :

— la libre concurrence entre les universités sur le modèle américain ;

— parallèlement, la contractualisation des enseignants (ceux-ci passent un contrat avec l'autorité universitaire, c'est-à-dire patronale, qui se garde le droit de les licencier s'ils ne font pas l'affaire) ;

— la suppression des enseignants « non-rentables » (?).

Sous le couvert d'une augmentation de la productivité du personnel enseignant, le gouvernement se donne les moyens d'évincer tous les contestataires.

Ainsi, la soumission des universités à la motion du négoce, la libre concurrence entre elles, la contractualisation des personnels, tout cela conduit à l'aliénation des enseignants comme des enseignés :

— l'université prépare les cadres de l'usine, ainsi les débouchés de la fac de Clermont-Ferrand se trouveraient chez Michelin et nulle part ailleurs ;

— les diplômes seraient en nombre égal aux places en usine (orientation et sélection abusives) ;

— l'idéologie bourgeoise régenterait cette université à la solde du capital ; si le processus suivait le cours désiré.

L'autonomie universitaire n'est donc qu'un leurre et nous sommes loin de l'autogestion en milieu étudiant qui avait été l'un des chevaux de bataille de 1968. La voie américaine ne peut pas être la voie de la liberté !

(1) U.E.R. : Unité d'Enseignement et de Recherche.
(2) I.U.T. : Institut universitaire de Technologie.

LA CENSURE ET LE BIEN PUBLIC

« Une littérature qui n'est pas l'air de la société contemporaine, ne mérite pas le nom de littérature : au plus, peut-elle espérer à celui de cosmétologie. »

A. SOLJENITSYNE.

Soljenitsyne est Soviétique et, comme ses amis, subit les pressions, l'oppression de la censure qui a défini, ici comme ailleurs, la « juste cause et la vilénie, les profanateurs et les académiciens ».

La Tchécoslovaquie n'a entrevu sa liberté que quelques instants, liberté bien vite camouflée par les tanks bréjnévo-staliniens.

L'Occident se gausse de ces manœuvres perfides pour empêcher la diffusion des littératures russes et tchèques, mettant en relief le fait qu'ici tout peut être écrit ;

Mais, dans le même temps, sous couvert de morale et de bonnes mœurs, l'Etat français condamne Eric Losfeld pour la publication d'ouvrages érotiques, emprisonne trois soldats pour avoir introduit dans leur régiment des écrits non gouvernementaux, condamne Maspéro (marchand de soupe gauchiste) pour avoir fait paraître la revue révolutionnaire « Tricontinental » de Cuba.

La France assiste à ce paradoxe : une censure ultra-réactionnaire, dirigée par une centrale catholique toute puissante, autorisant la vente (massive) d'un ouvrage tel que « Papillon » ; la presse bourgeoise fait d'un repris de justice un héros, lui ouvre toutes grandes les portes de la célébrité (et des studios d'enregistrement).

Pourquoi ?

Parce que la censure ne peut se permettre d'interdire ce qui fait rentrer de fortes sommes dans les caisses des éditeurs, même si cela va à l'encontre des préceptes puritains (la morale ne se définit plus qu'en dollars).

Pourquoi ?

Parce que la nouvelle société (!) n'est autre que la société de tolérance (pourvu que ça rapporte), prostituant des gangsters au profit du capital, mais prohibant toute atteinte à l'intégrité de son système.

« Emmanuelle », édité chez Losfeld et interdit, c'est l'amour libre et non pas la pornographie institutionnalisée comme le voudraient les gens de la finance : interdit !

« Tricontinental », c'est la violence et non l'apologie des différentes polices mondiales : interdit !

« Week-end », film de J.-L. Godard, dénonçant la civilisation actuelle, et essayant de faire réfléchir les spectateurs : interdit en Angleterre ! L'autorité ne peut pas alimenter ses propres anti-corps ; l'autoritarisme implique donc la censure, mais la réciproque n'est pas vraie ; la suppression de cette dernière n'entraîne pas la démission des dirigeants, comme le démontrent les pays nordiques.

Il faut donc œuvrer pour que la censure et « l'élite dirigeante » disparaissent en même temps après la révolution, pour que les actuels anti-corps soient partie prenante et créatrice d'une société enfin libérée.

APPOLO 13

La une des journaux, des radios fut submergée par les photos d'Apollo 13, par les comptes rendus de l'expérience ratée.

La presse fit tout un plat du sauvetage de trois hommes, seulement trois, pendant que le Mékong charrie, par milliers, des hommes tués, mains liées dans le dos.

Cette même presse noie les mesures parlementaires (police universitaire, loi sur la responsabilité collective) sous les nouvelles d'Houston.

L'intoxication se localise sur les rapports Est-Ouest dans la grande « amitié fraternelle » du sauvetage des trois produits de la civilisation technologique avancée et répressive.

Solidarité, oui ! mais oppression, guerres, extermination sont le revers de la capsule APOLLO 13.

Imprimerie ALLEAUME
11, rue Chambourdin, 41 - BLOIS
Commission Paritaire Papier de Presse
N° 46128

Le Directeur de la Publication :
Louis LAURENT
26, allée des Bosquets
93 - AULNAY-SOUS-BOIS

SOUSCRIPTION PERMANENTE DU LIBERTAIRE

Ancelin, 10 ; Chalus, 10 ; Simonet, 20 ; Formige, 5 ; Gulin, 10 ; Pintard, 10 ; Mitton, 5 ; Lametairie, 10 ; Guyot, 20 ; Chemine, 10 ; Daunis, 15 ; Etudiant, 5 ; Magne, 10 ; Flament, 15 ; Colin, 20 ; Pepito, 10 ; Schneider, 10 ; Lauridon, 15 ; Auclair, 15 ; Charlier, 10 ; Florian, 10 ; Quinton, 10 ; Catin, 5 ; Sauvin, 10 ; Leleu, 10 ; Ganivet, 15 ; Flanchard, 10 ; Cassis, 5 ; Lumière, 20 ; Salmon, 10 ; Marchadie, 15 ; Ferre, 10 ; Baudry, 15 ; Simplement, 5 ; Courvoisier, 15 ; Guinet, 10 ; Mitron, 10 ; Lamire, 10 ; Manière, 10 ; Sargenti, 5 ; Coudrier, 10 ; Négrier, 15 ; Larcher, 5 ; Dargent, 15 ; Quintard, 10 ; Lardi, 20 ; Magre, 10 ; Tomasin, 15 ; Largentier, 10 ; Gracieux, 15 ; Mangetout, 5 ; Chassepied, 10 ; Randonnet, 15 ; Lermite, 15 ; Sergent, 15 ; Un Enragé, 5 ; Hirsch, 15 ; Manant, 10 ; Quantin, 15 ; Ganin, 10 ; Grosjean, 10 ; Lemercier, 10 ; Trefin, 5 ; Chabanne, 10 ; Feron, 3 ; Sabot, 10 ; Chauffour, 10 ; Gamin, 3 ; Lemarchand, 10 ; Flambard, 15 ; Collard, 20 ; Laiguille, 15 ; Ganet, 5 ; Sabourdin, 30 ; Ulrich, 15 ; Adries, 10 ; Roy, 15 ; Mireille, 5 ; Lucifer, 15 ; Grospiron, 10 ; Totfait, 5 ; Laronce, 10 ; Pautrat, 20 ; Balancourt, 10 ; Lhéritier, 20 ; Gauvin, 10 ; Cassandre, 3 ; Nain, 10.